

#35

Octobre 2023

Rendre visible les mémoires des migrations

Dirigé par Adèle Sutre et Nina Wöhrel

Avec Mathilde Pette, Fabrice Langrognet, Evelyne Ribert, Yahya
Al-Abdullah, Marianne Amar et Emmanuel Blanchard



Rendre visible les mémoires des migrations

Dirigé par Adèle Sutre
et Nina Wöhrel

Avec
Mathilde Pette
Fabrice Langrognet
Evelyne Ribert
Yahya Al-Abdullah
Marianne Amar
Emmanuel Blanchard

35

GÉNÉRIQUE

L'Institut Convergences Migrations publie la revue *De facto* pour offrir de nouveaux points de vue sur les migrations grâce à des articles signés par des spécialistes ainsi qu'une interview en vidéo.

Créée en novembre 2018 dans le cadre de la mission « Insertion dans le débat public » de l'Institut, la revue *De facto Migrations* explore un thème particulier sur les questions de migration.

Écrits dans un style adapté aux formats et au lectorat d'un média généraliste, les articles, graphiques et vidéos peuvent être republiés ou rediffusés librement sous la Licence Creative Commons Attribution-No derivative 4.0 International (CC BY-ND 4.0).

QUI SOMMES-NOUS ?

L'Institut Convergences Migrations a pour but de fédérer les activités de recherche scientifique sur les questions migratoires, à travers un réseau de 700 chercheurs. Il est le seul institut de ce type qui associe sciences sociales, sciences humaines et sciences de la santé.

Structuré en cinq départements thématiques et un département de la formation, l'IC Migrations

Institut Convergences Migrations
Campus Condorcet, Hôtel à projets
8, cours des Humanités
93322 Aubervilliers Cedex
France

<http://icmigrations.fr/defacto/>
Twitter : @DefactoMig
Contact : defacto@icmigrations.fr

organise des activités de recherche communes (séminaire, journées scientifiques, publications...) et finance des projets de recherche émergents. Depuis 2020, il propose, à travers le master Migrations, un parcours de formation innovant et pluridisciplinaire.

Un des objectifs majeurs de l'IC Migrations est de favoriser le dialogue entre la science et la société à travers plusieurs actions : s'insérer dans le débat public grâce à la revue *De facto* et nouer des échanges et des partenariats avec de nombreux acteurs (associations, médias, enseignants, personnel médical et social...). Pour cela, l'IC Migrations s'est doté d'un Conseil des territoires et des associations.

Directeur de publication
François Héran

Comité éditorial
Florent Chossière
Audrey Lenoël
Stéphanie Millan
Betty Rouland
Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky
Adèle Sutre
Emeline Zougbedé

Coordination éditoriale et conception graphique
Nina Wöhrel
assistée de Sarah Chaumeil

Photo de couverture :
« Rolling and Rinsing: Women rolling the carpet to rinse it then dry it », crédit: Yahya Al-Abdullah

SOMMAIRE

	Introduction	7
	Sur le terrain	
Mathilde Pette	Militer pour la mémoire et le mémorial : le cas du camp d'internement de Rivesaltes (Pyrénées-Orientales)	10
Fabrice Langrognet	Un musée du logement populaire pour raconter les migrations	16
	Paroles de chercheurs	
Evelyne Ribert	Une patrimonialisation aux effets incertains	22
	En images	
Yahya Al-Abdullah	Memories of the wool: "the Sieve of the Dom" carpet project	30
	Focus	
Marianne Amar Emmanuel Blanchard	Deux projets pour rendre visible l'histoire des migrations – Histoire d'une exposition – Des archives des luttes par le droit et pour les droits des personnes étrangères	38

Le patrimoine est le fruit d'une opération intellectuelle, mentale et sociale qui implique des choix autant que des oublis. Relevant de la « magie sociale », comme le rappelle le géographe Olivier Lazzarotti, la patrimonialisation s'inscrit tout autant dans un travail scientifique que dans un volet social et politique. Par conséquent, elle mobilise une grande diversité d'acteurs. Tandis que certains objets sont mis en lumière, d'autres sont laissés dans l'ombre. Pendant longtemps, le patrimoine était essentiellement architectural puis il a concerné une diversité d'objets toujours plus grande, jusqu'à devenir même immatériel. Il s'est aussi progressivement appliqué à des périodes de l'histoire de plus en plus récentes. Aujourd'hui, la patrimonialisation d'objets et de pratiques liés aux dynamiques migratoires se développe et offre la possibilité aux mémoires des migrations d'émerger dans l'espace public.

Sans prétendre l'épuiser, ce numéro met en avant la diversité des processus de patrimonialisation des migrations à travers leurs objets et leurs acteurs. Car il n'y a de patrimoine qu'à partir du moment où des acteurs décident de se saisir d'un objet ou d'une pratique et d'en faire un support des mémoires. L'anthropologue Yahya Al-Abdullah raconte l'histoire d'un tapis réalisé dans le cadre d'un projet de recherche-action impliquant des Doms migrants en France et des acteurs artistiques, scientifiques et associatifs, tapis qui fait désormais partie des collections du Mucem. L'historien Fabrice Langrogné

présente le projet de recherche « Migrants dans le logement ordinaire », qui a donné lieu à une exposition temporaire intitulée « La vie HLM » (Aubervilliers, 2021-2022) et qui propose de faire une histoire des migrations à travers une microhistoire du logement populaire. La sociologue Mathilde Pette évoque, pour sa part, le rôle de l'engagement d'associations et de collectifs citoyens dans la création du Mémorial du Camp de Rivesaltes qui fut un lieu d'internement de populations françaises et étrangères, qualifiées « d'indésirables ». Evelyne Ribert, sociologue, offre un état des lieux de la patrimonialisation des migrations, tandis que les contributions des historiens Marianne Amar et Emmanuel Blanchard concernent deux exemples de mise en scène de l'histoire des migrations : le nouveau parcours de l'exposition permanente du Musée National de l'Histoire de l'Immigration d'une part et, d'autre part, le projet de mise en valeur des archives du GISTI.

Ce numéro, en mettant l'accent sur les acteurs de la patrimonialisation à travers une pluralité d'objets, propose en creux une réflexion sur les enjeux de la mise en patrimoine des migrations. Il s'agit, à travers ce kaléidoscope d'acteurs et d'objets, de rendre visible la façon dont s'inscrivent les mémoires des migrations dans l'espace social contemporain.

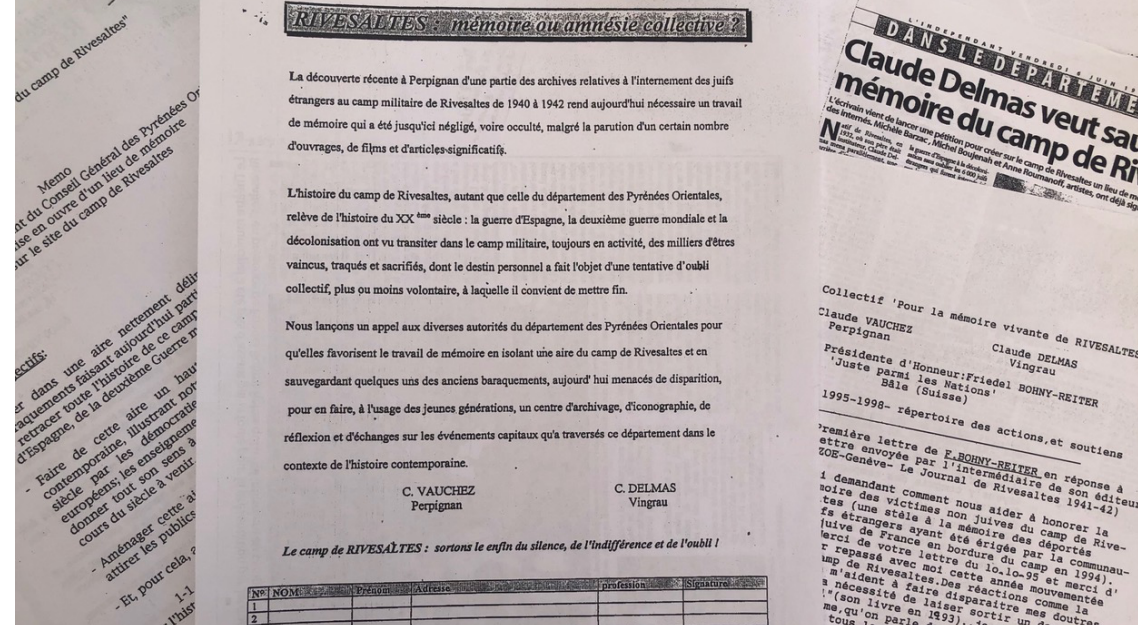
Adèle Sutre et Nina Wöhrel,
coordinatrices scientifiques

MILITER POUR LA MÉMOIRE ET LE MÉMORIAL : LE CAS DU CAMP D'INTERNEMENT DE RIVESALTES (PYRÉNÉES-ORIENTALES)

AFIN D'Étudier LES PROCESSUS MÉMORIELS ET PATRIMONIAUX, PRENDRE EN COMPTE LE MONDE ASSOCIATIF ET MILITANT PERMET DE MIEUX SAISIR LES ENJEUX POLITIQUES QUI SE JOUENT AUTOUR DE LA MÉMOIRE. C'EST CE QUE RÉVÈLE UNE ENQUÊTE DE TERRAIN MENÉE À RIVESALTES OÙ L'ÉMERGENCE DES MÉMOIRES DES POPULATIONS INTERNÉES ET LES PREMIÈRES REVENDICATIONS POUR L'ÉLABORATION D'UN LIEU DE MÉMOIRE ONT ÉTÉ PORTÉES PAR DES ASSOCIATIONS ET DES MILITANT·ES ENGAGÉES POUR LA DÉFENSE DU LIEU À PARTIR DES ANNÉES 90.

MATHILDE PETTE, SOCIOLOGUE

Mathilde Pette, « Militer pour la mémoire et le mémorial : le cas du camp d'internement de Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) », in : Adèle Sutre et Nina Wöhrel (dir.), Dossier « Rendre visible les mémoires des migrations », *De facto* [En ligne], 35 | Octobre 2023, mis en ligne le 18 octobre 2023. URL : <https://www.icmigrations.cnrs.fr/2023/10/14/defacto-035-01/>



Dans les Pyrénées-Orientales, le camp d'internement de Rivesaltes est situé à une vingtaine de kilomètres au nord de Perpignan sur un terrain militaire créé en 1939 - le « Camp Joffre ». Le camp de Rivesaltes a eu pour fonction de regrouper et d'interner les populations considérées comme « indésirables » tout au long de son existence : en guise d'exemples, les républicains espagnols à partir de 1941, les juifs étrangers et français ainsi que les « nomades » en 1941-1942, puis les harkis entre 1962 et 1964. Plus récemment, de 1986 à 2007, un Centre de rétention administrative (CRA) y a été installé à destination d'étrangers « sans-papiers ».

En lieu et place d'un des îlots du Camp Joffre et depuis son inauguration en 2015, le Mémorial du Camp de Rivesaltes accueille les visiteurs et articule activités muséales, pédagogiques, scientifiques et artistiques. Si ce mémorial est aujourd'hui un établissement public de coopération culturelle soutenu financièrement par le Département des Pyrénées-Orientales et la Région Occitanie, son émergence est à resituer dans une histoire d'engagements et de mobilisations associatives et citoyennes. Quel a été le rôle du monde associatif et militant dans la fabrique des mémoires de Rivesaltes ?

Photo : Archives du Collectif « Pour la mémoire vivante de Rivesaltes », crédit : Mathilde Pette

Les temps de la mémoire : des mémoires internées...

Les années 80 et 90 sont marquées par les premières traces de l'émergence des mémoires des internés du camp de Rivesaltes tant au niveau national (création en 1979 de l'association *Fils et filles des déportés juifs de France* par Serge et Beate Klarsfeld), que local (premières initiatives autour de la mémoire des Espagnols dans les Pyrénées-Orientales et création de l'association *Fils et filles de républicains espagnols et enfants de l'exil* en 1999). Les associations créées dans cette perspective limitent leurs actions à l'une des communautés internées à Rivesaltes. Elles sont notamment à l'origine d'une série de stèles, situées à proximité du camp. Sur chacune d'entre elles, c'est la mémoire d'une population passée par Rivesaltes qui est évoquée, et non les noms des internés. Côte à côte, elles égrènent les mémoires de l'internement. C'est alors le temps des associations communautaires et de l'empilement des mémoires : la succession des populations internées produit un effet de couches successives – de strates – aboutissant en partie à un phénomène de fragmentation et de concurrence des mémoires entre les communautés et leurs descendants respectifs. L'installation des stèles est

révélatrice de l'enjeu de reconnaissance et leur accumulation aboutit à un morcellement de l'histoire du camp.

... à la mémoire (vivante) de Rivesaltes

La cause mémorielle du camp de Rivesaltes prend un tournant en 1997, suite à un événement qui fait grand bruit localement : des liasses de documents originaux relatifs aux internés juifs du camp et à leur déportation vers Drancy sont trouvées à la déchetterie. La découverte est relayée par un article paru dans le journal local *L'Indépendant* qui donne une visibilité accrue à l'histoire du lieu et suscite rapidement les prémisses d'une mobilisation citoyenne.

Claude Delmas, écrivain natif de Rivesaltes dont le père était instituteur du village, lance le lendemain un appel à la création d'un collectif dont le texte est ensuite repris sous forme de pétition.

Très vite, le collectif nommé « Pour la mémoire vivante de Rivesaltes » prend forme. La pétition intitulée « Rivesaltes : mémoire ou amnésie collective » circule et reçoit le soutien national de personnalités (Simone Veil, Michel Boujenah, Serge Klarsfeld ou Edgar Morin par exemple). Les auteurs de la pétition lancent alors un appel aux autorités des Pyrénées-Orientales et suggèrent qu'une partie du camp soit sauvegardée et que soit créé un lieu de mémoire à des fins pédagogiques. En évoquant dans ce texte la diversité des populations internées à Rivesaltes, le collectif considère le fonctionnement du camp d'internement dans la perspective d'une chronologie large, allant de 1939 à la fin des années 1990, époque de sa mobilisation.

À la fin de la même année, en décembre 1997, des militant.es organisent la projection du film « Journal de Rivesaltes » de Jacqueline Veuve en présence de Friedel Bohny-Reiter (1912-2001) qui avait publié quelques années auparavant le livre du même nom. Reconnue *Juste parmi les nations*, elle a été infirmière de la Croix-Rouge au camp de Rivesaltes et y raconte son expérience à travers un journal. Ce soir-là, la salle est pleine à craquer, plus de 200 personnes restent à l'extérieur : le succès inattendu de la projection renforce le collectif et révèle un intérêt citoyen et partagé pour la mémoire de Rivesaltes qui semble alors bien vivante.

Militant·es et modes d'action

Les premiers temps de la fabrique des mémoires de Rivesaltes sont ainsi le fait de militant.es appartenant aux mêmes groupes professionnels : enseignant·es, journalistes, écrivain·es, tou·tes passionné·es d'histoire. Les deux rédacteurs de la pétition sont respectivement écrivain et professeur d'anglais. L'article publié dans *L'Indépendant* est signé par un journaliste lui aussi écrivain. Deux enseignantes d'un lycée de Perpignan, en histoire et en allemand, organisent quant à elles les premières visites pédagogiques du camp avec leurs élèves après avoir négocié l'accès au terrain avec les militaires. L'une d'entre elles, dont la mère avait été internée au camp lors de l'exil espagnol, est alors mariée avec un journaliste de *L'Indépendant* qui couvre régulièrement

“ L'INSTALLATION DES STÈLES EST RÉVÉLATRICE DE L'ENJEU DE RECONNAISSANCE ET LEUR ACCUMULATION ABOUTIT À UN MORCELLEMENT DE L'HISTOIRE DU CAMP. ”

Mathilde Pette,
sociologue

le sujet dans la presse locale. C'est aussi le milieu culturel local qui se mobilise : la cinémathèque Jean Vigo dans laquelle sont engagés plusieurs enseignants et historiens, ainsi que la maison d'édition Trabucaire et la librairie indépendante Torcatiss.

Ces militant·es mènent des activités pédagogiques, artistiques, culturelles et de communication et multiplient les modes d'action : pétition, plaidoyer, rencontres avec des élus et personnalités politiques, visites, expositions, projections de films et projets d'édition.

“ LES MILITANT·ES ET ASSOCIATIONS ÉVOQUÉES PRÉCÉDEMMENT NE SONT PAS VISIBLES DANS LE LIEU, LES EXPOSITIONS ET LES TEXTES OFFICIELS, DE MÊME QUE DANS LE CADRE DE SON FONCTIONNEMENT QUOTIDIEN. ”

Mathilde Pette,
sociologue

qui demandent à intégrer la commission, indice supplémentaire de l'intérêt porté pour le lieu et de l'enjeu de reconnaissance. Le projet de préfiguration du Mémorial, suivi de sa construction à partir de 2012 et du début de son fonctionnement en 2015, marquent les étapes de son institutionnalisation. Ces étapes ont des effets sur l'espace de la cause mémorielle, notamment à travers un effacement progressif du monde associatif du lieu de mémoire. Les militant·es et associations évoquées précédemment ne sont en effet pas visibles dans le lieu, les expositions et les textes officiels, de même que dans le cadre de son fonctionnement quotidien. Ainsi, les réunions réunissant les associations se font très rares, les militant·es fréquentent pour certain·es d'entre eux moins – voire plus du tout – le lieu. Lors de l'enquête de terrain menée auprès des associations, plusieurs

Institutionnalisation et effacement de la mémoire militante

À partir des années 2000, débute une nouvelle étape de l'action mémorielle : acteurs politiques et institutions s'emparent du sujet et participent au projet de préfiguration du Mémorial. Le Conseil général de l'époque met notamment en place une commission composée de plusieurs associations investies sur les questions mémorielles.

Les archives du cabinet révèlent la correspondance avec des associations

militant·es revendiquent plus de visibilité et répètent régulièrement qu'il ne faut pas « oublier » les associations.

À Rivesaltes, le monde associatif et militant a ainsi contribué à l'émergence des mémoires de l'internement des « indésirables » avant d'être progressivement invisibilisé au cours de l'institutionnalisation du lieu de mémoire. Pour autant, l'engagement des militant·es perdure au sein des associations à travers des actions éducatives et culturelles.

L'autrice

Mathilde Pette est maîtresse de conférences en sociologie à l'Université de Perpignan Via Domitia, chercheuse à ART-Dev et *fellows* de l'IC Migrations. Ses recherches s'ancrent en sociologie du militantisme, de l'engagement et du monde associatif et militant. Elles portent notamment sur les associations et les militants investis dans la cause des étrangers et des migrants. Avec Michel Agier, Yasmine Bouagga, Maël Galisson, Cyrille Hannape et Philippe Wannesson, elle a contribué à l'ouvrage collectif *La Jungle de Calais. Les migrants, la frontière et le camp* (PUF, 2018).

Pour aller plus loin

Le site internet du Mémorial du Camp de Rivesaltes : <https://www.memorialcampivesaltes.eu/>

Bohny-Reiter F., 1993. *Journal de Rivesaltes 1941-1942*, Genève, Ed. Zoé.

Lebourg N., Moumen A., 2015. *Rivesaltes. Le camp de la France. 1939 à nos jours*, Perpignan, Ed. Trabucaire.

Mettay J., 2001. *L'archipel du mépris. Histoire du camp de Rivesaltes de 1939 à nos jours*, Perpignan, Ed. Trabucaire.

Joël Mettay est journaliste et écrivain, il est aussi l'auteur de l'article de presse paru dans le journal local *L'Indépendant* en 1997.

UN MUSÉE DU LOGEMENT POPULAIRE POUR RACONTER LES MIGRATIONS

DANS CET ENTRETIEN, FABRICE LANGROGNET
REVIENT SUR LE PROJET DE RECHERCHE
« MIGRANTS DANS LE LOGEMENT ORDINAIRE »,
QUI A DONNÉ LIEU À UNE EXPOSITION
TEMPORAIRE INTITULÉE « LA VIE HLM »,
PRÉSENTÉE À AUBERVILLIERS (93) EN 2021
ET 2022. DANS CE CADRE, LES PARCOURS DE
FAMILLES SINGULIÈRES, CENTRÉS ICI SUR
LE LOGEMENT ET L'ESPACE DOMESTIQUE,
PERMETTENT DE RETRACER UNE HISTOIRE
SOCIALE DES MIGRATIONS.

FABRICE LANGROGNET, HISTORIEN

Fabrice Langrognet, « Un musée du logement populaire pour raconter les migrations », in : Adèle Sutre et Nina Wöhrel (dir.), Dossier « Rendre visible les mémoires des migrations », De facto [En ligne], 35 | Octobre 2023, mis en ligne le 18 octobre 2023. URL : <https://www.icmigrations.cnrs.fr/2023/10/15/defacto-035-02/>



Pouvez-vous nous présenter le projet « Migrants dans le logement ordinaire » et nous dire quels en ont été les acteurs ?

Le projet « Migrants dans le logement ordinaire » est un projet de recherche financé par l'Institut Convergences Migrations qui s'est étendu sur 2021 et 2022. Il a associé d'une part un laboratoire conjoint de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et du CNRS, le Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CHS), et d'autre part l'Association pour un Musée du Logement Populaire du Grand Paris (l'AMuLoP). Ces deux institutions ont œuvré ensemble pour mener à bien ce projet de recherche historique. Il s'agissait de comprendre comment, au XX^e siècle, dans le parc privé mais également social d'habitats en banlieue parisienne, les migrantes ont pu accéder au logement et s'approprier leur espace domestique, et la manière dont cette histoire a été patrimonialisée ou non. L'originalité de ce projet est d'avoir inclus un pan muséographique, à travers une exposition temporaire à laquelle l'Institut Convergences Migrations a été étroitement associé. Cette exposition s'est tenue dans une cité de logement social à Aubervilliers, la cité Émile-Dubois, bâtie dans les

Photo :
Le salon de la famille Croisille,
dans le premier parcours de
visite de l'exposition « La Vie
HLM », intitulé « Histoire d'une
famille ouvrière », crédit :
AMuLoP/Delphine Queme

années 1950. Elle s'est tenue d'octobre 2021 à juin 2022 et a attiré près de 6000 visiteurs. Sous un principe micro-historique, immersif, elle a permis de restituer une partie des résultats de cette recherche, sous la forme de récits resserrés sur certaines familles singulières, dans les appartements mêmes que ces familles avaient occupés.

De quelle manière la question du logement permet-elle d'aborder une histoire sociale des migrations ?

Le logement, s'il n'est pas le seul, est un prisme particulièrement fructueux pour aborder une histoire sociale des migrations. Il permet de comprendre les conditions d'existence des migrantes et des migrants, l'évolution de ces conditions à travers le temps mais également les réseaux de sociabilité, de solidarité au sein desquels la vie de ces personnes s'est déployée au fil des années. Le logement permet même de tisser une histoire sociale du politique. Je pense ici à la manière dont ce projet a examiné les procédures d'attribution de logements sociaux. Du point de vue des migrantes et des migrants, on comprend mieux comment les familles, dès les années 1950 et 1960, ont déployé un certain nombre de stratégies pour obtenir un logement ou pour y demeurer sur le long terme. Et au-delà, l'idée d'un tel projet, par une histoire qui restitue la complexité des vies migrantes dans le logement, est de dépasser les clichés, les stéréotypes souvent très tenaces sur la manière dont les gens habitent en banlieue parisienne, ou dans les quartiers populaires de manière plus générale.

Dans ce cadre, quel est l'intérêt d'une démarche muséale ?

Une démarche muséale dans ce contexte présente un intérêt particulièrement fort, puisqu'il s'agit de mettre à la disposition d'un large public les résultats d'une recherche scientifique sur l'histoire du logement et l'histoire des migrations. Le modèle suivi par ce projet, et que continue de porter l'Association pour un Musée du Logement Populaire du Grand Paris, est le Lower East Side Tenement Museum, situé à Manhattan, au cœur de New York. C'est un musée qui date de la fin des années 1980 et qui rencontre aujourd'hui un très grand succès, en attirant plus de 350 000 visiteurs par an. Dans deux anciens

immeubles locatifs new-yorkais, ce musée présente la vie de familles issues de différentes origines migratoires. Les familles sont nommément identifiées avec leurs singularités, leur parcours, leurs joies, leurs revers. Tout l'intérêt d'une telle démarche c'est, de manière narrative et immersive, de donner à voir un certain nombre de phénomènes plus larges sur l'hygiène, les conditions d'existence, le transport, le rapport au travail, les rapports de genre, ou encore les rapports interethniques ou raciaux. C'est donc à ce modèle que le projet de l'Institut Convergences Migrations et de l'AMuLoP a tenté de faire écho, avec l'exposition temporaire qui s'est tenue entre 2021 et 2022, et qui s'intitulait « La vie HLM : histoires d'habitantes de logements populaires (Aubervilliers, 1950-2000) ». Elle a rencontré un franc succès critique et populaire, à Aubervilliers et au-delà.

REGARDER L'ENTRETIEN VIDÉO :

<https://youtu.be/YFNgb2bpVQM>

Tous les entretiens vidéos de *De facto* sont accessibles sur la chaîne Youtube de l'Institut Convergences Migrations :

<https://www.youtube.com/channel/UCZPV5GIVMTDE8Hb6-7702lg>

Fabrice Langrogné est chercheur en histoire à l'université d'Oxford et à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, *fellow* de l'IC Migrations. Il travaille sur l'histoire des migrations contemporaines du point de vue social, culturel et politique. Il a récemment publié *Voisins de passage. Une microhistoire des migrations* aux éditions La Découverte (2023).

Pour aller plus loin

Présentation du projet en anglais : <https://mediatheque.univ-paris1.fr/video/3595-1-fabrice-langrogné-presenting-the-project/>

Collectif AMuLoP, 2021. « Pour un musée du logement populaire », *Métropolitiques*, URL : <https://metropolitiques.eu/Pour-un-musee-du-logement-populaire.html>

Cohen M., 2020. *Des familles invisibles. Les Algériens de France entre intégrations et discriminations (1945-1985)*, Paris, Éditions de la Sorbonne.

Lanz F., 2016. « Staging Migration (in) Museums: A reflection on Exhibition Design Practices for the Representation of Migration in European Contemporary Museums », *Museum & Society*, vol. 14, n° 1, p. 178-192.

PAROLES DE CHERCHEUR

**UNE PATRIMONIALISATION AUX EFFETS INCERTAINS
À PARTIR DES ANNÉES 1980 A ÉMERGÉ EN FRANCE
UN INTÉRÊT POUR L'HISTOIRE DES MIGRATIONS
ET LEUR PATRIMONIALISATION. CETTE
PATRIMONIALISATION, DONT LES ACTEURS SONT
DIVERS ET POURSUIVENT DES BUTS VARIÉS, S'EST
HEURTÉE À DIFFÉRENTS OBSTACLES.
EVELYNE RIBERT, SOCIOLOGUE**

Evelyne Ribert, « Une patrimonialisation aux effets incertains », in : Adèle Sutre et Nina Wöhrel (dir.), Dossier « Rendre visible les mémoires des migrations », *De facto* [En ligne], 35 | Octobre 2023, mis en ligne le 18 octobre 2023. URL : <https://www.icmigrations.cnrs.fr/2023/10/15/defacto-035-03/>



À partir des années 1980 a émergé en France, sous l'impulsion d'historiens et de militants associatifs, un intérêt pour l'histoire des migrations, puis pour leurs mémoires et leur patrimonialisation dans un contexte de prise de conscience de l'installation durable des migrants et de poussée du Front National. Des travaux d'historiens ont été publiés, des archives inventoriées, des recueils de mémoire et des expositions organisés, des lieux patrimonialisés. Comment s'est faite cette patrimonialisation ? Quels en ont été les acteurs et les obstacles ? Quels résultats a-t-elle produit ?

Photo : Exposition « Portraits de migrations, un siècle d'immigration espagnole en France », au Hogar de los españoles, patronage construit en 1922 pour aider les Espagnols, à Saint-Denis, crédit : Evelyne Ribert

Des obstacles divers

Si la patrimonialisation d'éléments liés aux parcours migratoires progresse en France, elle est entravée, comme le soulignent Noël Barbe et Marina Chauviac (2014), par le mauvais état ou la facture souvent modeste, à l'exception des lieux de culte, de l'architecture concernée (foyers, garnis, bâtiments industriels, etc), par l'effacement des traces des anciens bidonvilles et campements et par le nombre très restreint des objets apportés avec eux par les migrants. Le sentiment d'illégitimité que peut revêtir l'histoire des migrations constitue également un frein. Alors que les initiatives se sont multipliées à partir des années 1990, notamment au niveau local et dans le cadre des opérations de rénovation urbaine, elles n'ont souvent donné lieu qu'à des réalisations éphémères, comme

des expositions temporaires. En 1990 a été lancé un projet de musée de l'immigration qui s'est heurté à de nombreuses réticences institutionnelles et politiques et n'a abouti qu'en 2007 à travers la création de la Cité nationale de l'Histoire de l'immigration. On peut distinguer trois acteurs impliqués à des degrés divers dans cette patrimonialisation : les chercheurs, les associations de migrants et descendants de migrants, les institutions culturelles ou politiques. Le rôle du contexte paraît également primordial dans l'émergence des actions de patrimonialisation. Pour que celles-ci jouissent d'une certaine ampleur, il faut en général qu'elles fédèrent à la fois des associations et des institutions qui la présentent alors comme un

moyen de faire connaître l'histoire des migrations, d'en montrer les apports et ainsi de favoriser l'acceptation des migrants et de leurs descendants tout en renforçant leur sentiment d'appartenance à la France.

Une diversité d'acteurs aux visées hétérogènes

Par delà cette unanimité affichée, comme l'ont montré Michèle Baussant, Marina Chauliac, Irène Dos Santos, Evelyne Ribert et Nancy Venel (2017), les buts poursuivis et les récits qui accompagnent la patrimonialisation

varient suivant les acteurs. Il ressort de diverses études au sein d'associations que les projets de patrimonialisation sont souvent impulsés par des diplômés et des hommes. Chez les migrants, les acteurs sont en outre fréquemment politisés ou militants. Les ressources et les compétences acquises à travers le militantisme peuvent l'expliquer, mais l'investissement des sphères mémorielle et patrimoniale peut aussi constituer une translation depuis le domaine politique, comme le mettent en évidence Michèle Baussant, Evelyne Ribert et Nancy Venel (2014). En l'absence de politisation, ce sont en général les descendants à la mobilité sociale ascendante qui portent les initiatives. Les migrants ont à cœur de patrimonialiser les archives et les luttes politiques, parfois de mettre en avant la spécificité de leur région ou pays d'origine, alors que les visées des descendants sont

diverses : rendre hommage à leurs parents, lutter contre un sentiment de perte, faire reconnaître les torts subis ou souligner leur intégration et leur réussite. De ces finalités et regards divers portés sur le passé peuvent découler des dissensions entre les générations, ou entre les différentes composantes, temporelles, politiques ou régionales de migrations originaires d'un même pays. En outre, ne serait-ce qu'entre les membres d'une association, élaborer un récit qui se veut commun n'est pas chose aisée, les parcours et les points de vue pouvant diverger. Les pouvoirs publics, redoutant le communautarisme, mettent l'accent sur l'ancrage local et la bonne intégration tandis que les institutions patrimoniales accordent une attention particulière aux aspects muséographiques et esthétiques, sans pour autant négliger les autres dimensions. Les formes revêtues par la patrimonialisation sont donc le fruit de compromis entre ces divers acteurs.

Des narrations lissées aux effets incertains

Il en résulte, comme dans certains documentaires ou expositions, une présentation souvent lissée, déterminée par les intérêts du présent, susceptible de fédérer le plus grand nombre possible de personnes, dont les éléments dissensuels, comme les affiliations politiques divergentes ou les tensions entre régions ou groupes dans les pays d'émigration, ont été écartés ou minorés. Les expositions ou les mémoriaux sur les Républicains espagnols exilés en France taisent ainsi parfois les conflits qu'il y a eus entre communistes, socialistes et anarchistes pour les rassembler sous l'étiquette de Républicains. Comme le souligne Sophie Wahnich (2017), la violence et la négativité en sont fréquemment exclues, pour ne pas heurter les migrants qui ne souhaitent pas voir évoqués ces moments douloureux ou éviter des sujets perçus comme sensibles. Quand les difficultés liées au parcours, à l'hostilité subie ou les conflits et les luttes sont mentionnés, l'histoire se finit par une happy end, les migrants étant présentés comme ayant surmonté les obstacles. La responsabilité des États et de leur population dans la violence endurée, qui découle en partie des politiques publiques, n'est généralement pas évoquée, ou ne l'est que très timidement, dans les musées par exemple ou les expositions, même s'il existe des exceptions. Le récit produit, nécessairement fondé sur des choix et un point de vue, ne correspond pas non plus forcément au vécu des intéressés. En outre, nombre de migrants ne souhaitent pas de patrimonialisation de leur

“ LES MIGRANTS ONT À CŒUR DE PATRIMONIALISER LES ARCHIVES ET LES LUTTES POLITIQUES, PARFOIS DE METTRE EN AVANT LA SPÉCIFICITÉ DE LEUR RÉGION OU PAYS D'ORIGINE, ALORS QUE LES VISÉES DES DESCENDANTS SONT DIVERSES. ”

Evelyne Ribert,
sociologue

mémoire ou de leurs lieux de vie en raison des moments passés douloureux, du sentiment d'illégitimité de l'histoire migratoire ou parfois du caractère perçu comme très ordinaire de leur parcours. Quant aux effets de la construction patrimoniale sur les représentations des autres, ils sont incertains. En dehors des publics scolaires, les visiteurs sont en général des personnes déjà sensibles à l'apport des migrations. De telles initiatives n'atteignent pas celles et ceux qui sont hostiles aux migrants et ont peu de chance de faire changer les représentations. Quand la construction patrimoniale, à travers certains musées ou lieux, amène à dissocier le patrimoine des migrants de celui des nationaux, leur altérisation peut en être renforcée.

“ QUAND LA CONSTRUCTION PATRIMONIALE, À TRAVERS CERTAINS MUSÉES OU LIEUX, AMÈNE À DISSOCIER LE PATRIMOINE DES MIGRANTS DE CELUI DES NATIONAUX, LEUR ALTÉRISATION PEUT EN ÊTRE RENFORCÉE. ”

Evelyne Ribert,
sociologue

Il est aussi à craindre qu'aucun lien ne soit fait entre les migrations passées, européennes, objet privilégié de la patrimonialisation et les migrations actuelles, stigmatisées.

Malgré ces réserves, cette patrimonialisation peut aussi conférer une légitimité à l'histoire migratoire, l'anoblir et par conséquent favoriser les transmissions au sein des familles, à moins que la narration proposée ne constitue un obstacle au récit du parcours propre. Elle est aussi susceptible de contribuer à long terme à un changement des représentations

sur les migrations en soulignant l'apport, et de donner, comme le souligne Héléne Bertheleu (2014), un sentiment de reconnaissance aux migrants et à leurs descendants. Suite à certaines critiques, des musées, comme le Musée national de l'histoire de l'immigration à Paris, ont repensé et renouvelé leur exposition et insistent sur le caractère commun de l'histoire et du patrimoine des migrations.

L'autrice

Evelyne Ribert est sociologue, chargée de recherche au CNRS, membre du Laboratoire d'Anthropologie Politique (LAP, CNRS-EHESS) et *fellow* de l'IC Migrations. Elle a mené des recherches sur les représentations de l'appartenance nationale en France, notamment chez les jeunes issus de l'immigration et travaille actuellement sur les mémoires des migrations en France.

Pour aller plus loin

Barbe N. et Chauillac M. (dir.), 2014. *L'immigration aux frontières du patrimoine*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'homme, coll. « Ethnologie de la France ».

Baussant M., Chauillac M., Dos Santos I., Ribert E., Venel N., 2017. « Introduction », *Communications*, « Des passés déplacés. Mémoires des migrations », n°100, p. 7-20. <https://www.persee.fr/doc/comm-0588-8018-2017-num-100-1-2822>

Wahnich S., 2017. « L'immigration produit du patrimoine négatif. Le rôle du musée », *Communications*, « Des passés déplacés. Mémoires des migrations », n°100, p. 119-135. <https://www.persee.fr/doc/comm-0588-8018-2017-num-100-1-2831>

Bertheleu H., 2014. *Au nom de la mémoire. Le patrimoine des migrations en région Centre*, Tours, Presses universitaires François Rabelais.

Rautenberg M., 2007. « Les "communautés" imaginées de l'immigration dans la construction patrimoniale », *Les Cahiers de Framespa*, n°3. <https://journals.openedition.org/framespa/274>

EN IMAGES

MEMORIES OF THE WOOL: “THE SIEVE OF THE DOM” CARPET PROJECT

THIS PROJECT WAS PROPOSED AS PART OF A COLLATED SURVEY FOR THE EXHIBITION “BARVALO” AT THE MUSÉE DES CIVILISATIONS DE L’EUROPE ET DE LA MÉDITERRANÉE (MUCEM)¹. IT INVOLVED MAKING A CARPET WITH THE WET FELTING TECHNIQUE AND WAS CONDUCTED IN SAINT-DENIS BETWEEN OCTOBER AND NOVEMBER 2019. THIS ACTION RESEARCH PROJECT, WHICH WAS REALIZED WITH THE PARTICIPATION OF SEVERAL ACTORS (SCIENTIFIC, ARTISTIC AND ASSOCIATIVE), ADDRESSES THE ISSUES OF TRANSMISSION AND MEMORY OF THE LEVANTINE DOM COMMUNITY’S MIGRATIONS.

YAHYA AL-ABDULLAH, ANTHROPOLOGIST

Yahya Al-Abdullah, « Memories of the wool: “the Sieve of the Dom” carpet project », in : Adèle Sutre et Nina Wöhrel (dir.), Dossier « Rendre visible les mémoires des migrations », *De facto* [En ligne], 35 | Octobre 2023, mis en ligne le 18 octobre 2023. URL : <https://www.icmigrations.cnrs.fr/2023/10/15/defacto-035-04/>



1st picture : “The felted sieve on the center of the carpet” (credit: Yahya Al-Abdullah)

The project aimed to make a felted wool carpet in a collaboration between five artists from the collective of La Briche Foraine² and ten Levantine Dom women living in St-Denis. The Levantine Dom is a marginalized ethnic minority that is often called pejoratively, *Qurbat*, *Nawar* or *Jangal*, three words in Arabic that refer to a person who is “uncivilized”, “uneducated” and “ill-mannered”. They had a semi-nomadic life style and circulated between Syria and Lebanon till the year 2011 when the Syrian uprising pushed many of them to join their families in Lebanon (Al-Abdullah, 2018). Dom is a cognate with Rom and Lom. Some historians and linguists argue that there is an ethnic connection between these ethnic groups although they are distributed in the Middle East and Europe (Herin, 2016).

¹ Barvalo is an exhibition dedicated to the history and diversity of the Romani populations of Europe. It was a long project that started in 2018 and was presented in Mucem, Marseille between May, 10, 2023-September, 4, 2023. See the link: <https://www.mucem.org/en/barvalo>

² La Briche Foraine is an engaged artistic collective in the city of Saint-Denis that has existed since 2011. See website: <https://labriche.fr/>

³ The Association Chapiteau Rajganawak is a hybrid socio-cultural and artistic place that hosts several workshops and events that are aimed to work with local communities in the city of Saint-Denis. See the website: <http://rajganawak.com/>

The argument is based on the similarities in structural features between Domari and Romani languages. However, these linguistic similarities could be due to the fact that both Central Indic languages shared a historical characteristic of being languages of commercial nomads with parallel migratory patterns (Matras, 2012), so the evidence of having an ethnic connection between the two groups is still a subject of speculations.

The Dom has a “double anchoring” (Sayad, 1999) in Syria and Lebanon throughout the 20th century. This anchoring was notably observed when a significant number of the community members moved to Lebanon after the Syrian uprising in March, 2011 and they then continued to France and Belgium through the North African migration route starting from 2014 (Al-Abdullah, 2023). This community was also economically dependent on the dental prosthesis work and sieve making they had learned from their ancestors (Al-Jibawi, 2006).

The project was realized by five main prolonged workshops and several small sessions in the Association Chapiteau Rajganawak³. I actively participated in the first and last workshops. In the first workshop, I tried to elicit the information from the Dom women about significant drawing, stories and symbols and to mediate between the actors in the project. My participation in the last workshop was to conduct interviews with the participants and facilitate the recap of the project.

The choice of the material and the object was for both practical and symbolic reasons. The first practical aspect was the presence of an artist from la Briche collective who is used to making felted wool carpets. The second aspect is that the Syrian Dom women are very familiar with the material as well. As for the symbolic part, it was linked to the positive memories that the wool could bring to an exiled community as a material they fabricated objects with and used in their own homes back in Syria and Lebanon. Another symbolic aspect is linked to the famous saying that each carpet has its own story and that this is what makes it special. So, this project was trying to create the unique story of inclusion in which this carpet could help the participants to get to know each other and create something significant all together, as a recently arrived group and a host community.



2nd picture : “Water and Soap: Women Washing the carpet” (credit: Camille Brisson’s footage for the short documentary “Souf”)

The Dom women chose the symbolic central figure: a sieve, known to be manufactured by the Dom community in the Levant. In the middle of this sieve, there is a small object that is usually used to push the seeds or the liquid down through the net of the sieve. The sieve maker is a source of pride for the whole family as he guards the cultural heritage of the community (Al-Jibawi, 2006). The four arrows that are linked to the sieve are spikes of wheat. This is a reference to the seasonal work in agriculture as well as an emphasis of the role of the sieve. While some women recalled the tattoos of wheat spikes that their grandmothers used to have to symbolize fertility, others said that it was used as a beautifying element. To honor the hybrid team and the place where the carpet was made, the team decided to embroider their names in Arabic and the place and the year in French.

⁴Les Marchandes de Tapis continue their artisanal work in France and in other countries. Their work can be followed in their Facebook page: <https://www.facebook.com/lesmarchandesdetapis> and their Instagram page: <https://www.instagram.com/lesmarchandesdetapis/>

There were three important highlights in this project. The first was transformation of the savoir-faire between two different groups regarding the same material. As most of the Dom women explained that they used to use the wool to make many bedding objects for marrying couples in the family, they managed to learn a completely new set of skills with the same material, and shared their expertise with the artists in the project. The second was the discussion about what is considered by the society to be a profession and what is not. For the Dom women, the artisanal work they did in bedding was not considered as a profession, because it lacked the presence of a proper workshop and the possibility to present it to the public and eventually sell it. It was just what they learned to do and kept doing at home for personal use. The third, the carpet was acquired by the Mucem and is a part of the national collection. That is to say, the Dom, as a migrant community in France, managed to have a trace of their cultural heritage in the host country.

To conclude, this project is an attempt to shed the light and give value to the artisanal work women are deprived of. The project managed to create a human connection between all the members of the team and also managed to create a beautiful carpet that tells the story of the arrival of this displaced community in the city of Saint-Denis in France and part of their cultural heritage. The project has had a very interesting continuation as well. The carpet stays as a part of the national collection of Mucem. In addition to that, the artists created a women's collective to make carpets now called "Les Marchandes de Tapis & Co"⁴ that continues making similar projects in France and abroad.

L'auteur

Yahya Al-Abdullah is an anthropologist and a PhD researcher (EHESS, IC Migrations). His current research focuses mainly on migration studies, forced displacement, education for migrants and integration. Living and working in five different countries (sending and receiving migrants) so far, he has always been driven by subjects of research that are directly linked to social justice and social equity. At the moment he is writing his PhD dissertation on the question of urban integration of the Levantine Dom community in the northern Parisian suburbs.

Pour aller plus loin

Al-Abdullah Y., 2018. « Entre insertion urbaine et marginalité : Lexil des Doms syriens à Paris et à Istanbul », *Migrations Société*, n°174 (décembre), p. 33 à 44.

Al-Abdullah Y., 2023. « Déplacement forcé et reconfiguration familiale : La migration par étapes des Doms syro-libanais vers la France », *Migrations Sociétés*, n° 192 (juillet), p. 89-106.

Al-Jibawi A., 2006. *ʿašāʾir al-nawar fī bilād al-šām* [Gypsy clans in the Levant], Damascus, Al-Takween Press.

Herin, B., 2016. "Elements of Domari Dialectology", *Mediterranean Language Review* 23, p. 33-73.

Matras Y., 2012. "A Grammar of Domari", *Mouton Grammar Library*, Berlin, Mouton de Gruyter.

Sayad, A., 1977. « Les trois "âges" de l'émigration algérienne en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 15, p. 59-79.

FOCUS

DEUX PROJETS POUR RETRACER L'HISTOIRE DES MIGRATIONS

POUR CETTE RUBRIQUE, NOUS AVONS FAIT LE CHOIX DE PRÉSENTER DEUX PROJETS RÉCENTS OU EN COURS DE RÉALISATION : D'UNE PART, LE NOUVEAU PARCOURS PERMANENT DU MUSÉE NATIONAL DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION, INAUGURÉ EN JUIN DERNIER ; D'AUTRE PART LE PROJET DE RECHERCHE « GISTI50 », À L'OCCASION DES 50 ANS DU GISTI ET DONT LE COLLOQUE SE TIENDRA EN MARS PROCHAIN.

CETTE ACTUALITÉ MONTRE UNE CERTAINE VITALITÉ DANS LA FABRICATION DE LA MÉMOIRE DES MIGRATIONS ET LA DIVERSITÉ DES ACTEURS IMPLIQUÉS (ASSOCIATIONS, MUSÉES, ARCHIVES, PROGRAMMES DE RECHERCHE, ETC.)

MARIANNE AMAR, HISTORIENNE

EMMANUEL BLANCHARD, POLITISTE ET HISTORIEN

Marianne Amar, « Histoire d'une exposition »,

Emmanuel Blanchard, « Des archives des luttes par le droit et pour les droits des personnes étrangères »,

in : Adèle Sutre et Nina Wöhrel (dir.), Dossier « Rendre visible les mémoires des migrations », *De facto* [En ligne], 35 | Octobre 2023, mis en ligne le 18 octobre 2023. URL : <https://www.icmigrations.cnrs.fr/2023/10/16/defacto-035-05/>



Histoire d'une exposition

Le 18 juin dernier, le Musée national de l'histoire de l'immigration a ouvert sa nouvelle exposition permanente dans le Palais de la porte dorée. Un « événement » dont les enjeux s'inscrivent dans un emboîtement de trois temps. Celui du récit historique pris en charge dans le parcours - de 1685 au temps présent. Celui de l'histoire du musée, imaginé dès les années 1980 et ouvert en 2007 sous le nom de Cité nationale de l'histoire de l'immigration. Celui, enfin, de la fabrique muséale : il aura fallu sept ans pour mener à bien cette nouvelle exposition. L'entreprise de rénovation, lancée en 2017, fut d'abord pensée par un comité scientifique présidé par Patrick Boucheron et autour de lui, des chercheurs, des conservateurs, des artistes. Quatre commissaires scientifiques - Delphine Diaz, Marianne Amar, Emmanuel Blanchard, Camille Schmoll - ont pris le relais pour donner corps à la réflexion collective, en lien avec l'équipe du musée et Sébastien Gökalp, commissaire général.

Dès sa naissance, ce musée s'est construit sur le dialogue souvent

Photo : Vue du parcours permanent du Musée national de l'histoire de l'immigration, crédit : Anne Volery, Palais de la Porte Dorée

fécond, parfois heurté, entre les conservateurs, les chercheurs, les migrants et les associations qui portent leurs paroles. Dans la durée, leurs places respectives n'ont pas cessé de se reconfigurer dans de subtils équilibres, mais avec une volonté partagée : faire (re)connaître l'histoire des migrations contre l'ignorance, l'invisibilité et les entreprises xénophobes. Sans rompre avec cet héritage, la nouvelle exposition fait le choix de l'ouvrir « au grand large » : dans le temps, avec une remontée de cinq siècles ; dans l'espace en épousant les variations de frontières du pays et de son empire ; dans la définition des migrations, enfin. Le récit déborde désormais de la seule immigration d'étrangers, pour broser le tableau complexe d'une France en

mouvement en intégrant traite, circulations coloniales, migrations intérieures, exils de Français.

“DÈS SA NAISSANCE, CE MUSÉE S'EST CONSTRUIT SUR LE DIALOGUE SOUVENT FÉCOND, PARFOIS HEURTÉ, ENTRE LES CONSERVATEURS, LES CHERCHEURS, LES MIGRANTS ET LES ASSOCIATIONS QUI PORTENT LEURS PAROLES.”

Marianne Amar,
historienne

cartes, des images animées qui fabriquent du mouvement en écho aux circulations migratoires. Reste la question de l'invisibilité qui taraude de bout en bout cette histoire. Par la puissance des objets et des images, l'exposition parvient, à sa manière, à la rendre visible dans un récit par fragments qui rend justice à celles et ceux qui en sont les acteurs.

Marianne Amar

Des archives des luttes par le droit et pour les droits des personnes étrangères

Le projet GISTI50 « Archives et mémoires de 50 ans de combats par et pour le droit : le Gisti, l'immigration et la liberté de circulation » est soutenu par l'Institut Convergences Migrations et hébergé par l'INED (UR11, Histoire et populations). Il est le fruit d'une collaboration entre une association de défense des droits des étrangers et étrangères (le Gisti, Groupe d'information et de soutien des immigré·es¹), un centre d'archives et d'exposition (La Contemporaine, ex-BDIC à Nanterre²) et un collectif pluridisciplinaire d'enseignants-chercheurs (CNRS, EHESS, INED, universités...) travaillant de longue date sur les articulations entre les usages du droit, les politiques migratoires et la condition immigrée.

Autour des 50 ans de la création du Gisti, il s'agit notamment de mettre en valeur les archives de l'association : à la fois ses archives dites « historiques » (dossiers des luttes et collectifs auxquels a participé l'association, archives de ses membres les plus anciens...), ainsi que les milliers de dossiers ouverts dans le cadre de ses permanences juridiques et ses archives numériques qui, depuis la fin des années 1990, reflètent au plus près l'organisation et les engagements de l'association. Le versement effectué à La Contemporaine comporte également des archives audiovisuelles, en particulier une soixantaine de récits de vie de membres de l'association recueillis entre 2019 et 2021 dans le cadre d'un partenariat avec l'EHESS. L'inventaire en cours et la mise à disposition de ces fonds (dont certains déjà accessibles, sur autorisation, au Gisti ou à la Contemporaine) devraient permettre de faire émerger de nouvelles sources et témoignages. Ce projet vise ainsi à susciter des travaux inédits appuyés sur les fonds d'autres associations de défense des droits des étrangers conservés à la Contemporaine (Cimade, LDH...).

Le colloque GISTI50 qui se tiendra à l'Université Paris Ouest Nanterre les 15 et 16 mars 2024 marquera une première étape de cette collaboration entre chercheur·es, archivistes, militant·es et personnes directement concernées : il permettra de restituer les premiers résultats de recherches en cours et de proposer de nouvelles pistes pour des travaux à venir portant sur 50 années d'évolutions du droit au séjour et des modalités de contrôle des frontières.

¹ Voir le site : <https://www.gisti.org/spip.php?article41>

² Voir le site : <http://www.lacontemporaine.fr/>

En cela, le projet GISTI50 est emblématique des synergies favorisées par l'IC Migrations : aux confins des enjeux de connaissance et de citoyenneté, assumant tout à la fois la patrimonialisation du passé et l'engagement dans les mobilisations présentes, situé au carrefour des disciplines et des méthodes, il promeut un accès élargi aux sources, une diffusion large des résultats des recherches en cours, ainsi que la nécessaire objectivation socio-historique des controverses et politiques actuelles.

Emmanuel Blanchard

Les auteurs

Marianne Amar est historienne, responsable du département de la recherche au Musée national de l'histoire de l'immigration et *fellows* de l'IC Migrations. Ses recherches portent sur les réfugiés des années 1930-1950, sur les récits des migrants et sur l'histoire visuelle des migrations. Elle a co-dirigé Migrations. Perspectives scientifiques, médiations muséales (Presses de l'Université Laval) et Mémoires des migrations et temps de l'histoire (PUFR).

Emmanuel Blanchard, historien et politiste, est maître de conférences HDR (U. Paris Saclay - UVSQ, CESDIP), chercheur associé à l'INED, *fellows* de l'IC Migrations. Chercheur au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP), il est notamment l'auteur de *La Police parisienne et les Algériens, 1944-1962* (Nouveau Monde, 2011).

Pour aller plus loin

Gökalp S. (dir.), 2023. *Une histoire de l'immigration en 100 objets*, Catalogue de l'exposition permanente du Musée national de l'histoire de l'immigration, Paris, La Martinière.

Coll., 2023. « Musées partagés », *Hommes & Migrations*, n° 1340. URL : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.14750>

Amar M., González Bernaldo de Quirós P., Lavabre M.-C. (dir.), 2020. *Migraciones y museos. Una aproximación global*, Rosario, Prohistoria Ediciones.

Bertheleu H., Galloro P., Petitjean M. (dir.), 2018. « Exposer les migrations », *Hommes & Migrations*, n°1322.

Israël L., 2003. « Faire émerger le droit des étrangers en le contestant », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, no 62, p. 115-143. URL : <https://www.persee.fr/doc/polix-0295-2319-2003-num-16-62-1279>

Marek A., 2002. « La création du Gisti », *Plein Droit*, no 53-54. URL : <http://www.gisti.org/doc/plein-droit/53-54/creation.html>

35